

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n° 145

Du 11 au 17 octobre 1985

POLITIQUE

Violence institutionnalisée au Guatemala
Les enlèvements et les tortures continuent
Le Guatemala n'accorde pas de droit d'entrée
Les élections dans la dernière ligne droite
Une ambassade sollicitée pour qu'elle intervienne
Sanctions et prison
La contre-insurrection est une activité prioritaire
Le régime stigmatise l'ONU

ECONOMIE

Fermeture de frontières commerciales en Amérique centrale

INSURRECTION

Mise en pièces d'un détachement militaire
Occupation d'un centre touristique
Occupation de propriétés et de routes
Attaque portée contre une garnison militaire

SITUATION SOCIALE

Pays en tête de liste en matière d'analphabétisme
L'augmentation salariale n'est pas rendue effective

DROITS DE L'HOMME

Enlèvement d'un professeur
Enlèvement de 4 syndicalistes
Intimidations envers des professeurs

POLITIQUE

VIOLENCE INSTITUTIONNALISEE AU GUATEMALA

Le 11 octobre, La Commission Inter-Américaine des Droits de l'Homme, de l'Organisation des Etats Américains -CIDH/OEA-, a condamné le gouvernement et l'armée guatémaltèque pour les violations répétées des Droits de l'Homme les plus élémentaires et pour l'institutionnalisation de l'enlèvement et de la torture.

Dans son rapport final, l'Organisation humanitaire a signalé que la disparition forcée de personnes enlevées par les forces de sécurité, constitue "une situation extrêmement grave" au Guatemala et il estime que le nombre de personnes enlevées depuis l'accession au pouvoir du Général Mejia Victores, il y a deux ans, est supérieur à mille.

Selon ce même rapport, les villages militarisés, les Coordinatrices Interinstitutionnelles et les Patrouilles d'Auto-Défense civiles limitent et dans certains cas vont jusqu'à priver la population autochtone et rurale de ses Droits de l'Homme les plus fondamentaux.

LES ENLEVEMENTS ET LES TORTURES CONTINUENT

Le 8 octobre, était publié à Londres, le rapport annuel de l'Organisation Humanitaire Amnesty International. Ce dernier faisait état des nombreuses violations des Droits de l'Homme perpétrées par les forces de sécurité gouvernementales au cours de 1984.

Le rapport décrit des cas d'enlèvements d'opposants politiques, des tortures, des assassinats et des détentions illégales réalisés par les forces de sécurité latino-américaines. Il mentionne que le Guatemala, le Salvador et le Pérou sont des pays qui comptent le plus grand nombre de disparitions involontaires. En outre, il dénonce l'utilisation de la torture comme méthode interrogatoire dans des pays tels que le Guatemala, le Salvador et la Colombie.

LE GUATEMALA N'ACCORDE PAS DE DROIT D 'ENTREE

Le gouvernement guatémaltèque a refusé l'entrée du pays à un groupe d'experts américains, membres du International Human Rights Law Group (Groupe Juridique International des Droits de l'Homme), qui avait l'intention d'assister aux élections du 3 novembre.

D'éminentes personnalités américaines, qui avaient manifesté leur intérêt eu égard au respect des droits de l'Homme dans le pays d'Amérique centrale, avaient été mandatées par le GJIDH aux fins de faire partie de cette délégation d'observation qui s'est vue refuser par l'Ambassade guatémaltèque à Washington le permis d'entrée sur le territoire guatémaltèque.

LES ELECTIONS DANS LA DERNIERE LIGNE DROITE

A quelques jours de la tenue des élections présidentielles, les partis politiques y participant ont haussé le ton de leurs accusations mutuelles.

Parmi les accusations les plus répandues, on peut citer les suivantes : La Démocratie Chrétienne reçoit une aide économique et un appui international, provenant plus particulièrement du gouvernement du Salvador (càd à la suite d'une initiative ou d'une suggestion américaine). D'autre part, on souligne que le Parti Union du Centre National -UCN- a financé sa campagne électorale -soit dit en passant la plus onéreuse de l'histoire du pays- moyennant des ressources de multinationales (plus spécifiquement, provenant de la Basic Petroleum Company).

De même, le parti Démocratique de Coopération Nationale -PDCN- tirerait ses ressources des Eglises Fondamentalistes américaines, auxquelles appartiennent ses principaux dirigeants. Ces trois partis, si l'on en croit les experts et les enquêtes effectuées à ce jour, ont des chances de l'emporter au cours des élections.

UNE AMBASSADE SOLLICITEE POUR QU'ELLE INTERVIENNE

Le 12 octobre, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- demandait à l'ambassade américaine au Guatemala qu'elle intervienne auprès du régime militaire pour que la lumière soit faite sur la situation des détenus et disparus dans ce pays.

Au cours d'une manifestation qui s'est déroulée devant l'ambassade américaine, des centaines de proches des détenus et disparus ont exigé que l'Ambassadeur, Alberto Martínez Piedra, appuie la démarche humanitaire du GAM et revendique auprès du gouvernement guatémaltèque le respect des Droits de l'Homme au lieu de soutenir le processus électoral.

SANCTIONS ET PRISONS

Le 10 octobre, le gouvernement militaire, par le biais de son porte-parole, Ramón Zelada Carrillo, a fait savoir que ceux qui ne se rendraient pas aux urnes, le 3 novembre, seraient soumis à des sanctions et ceux qui chercheraient à inciter la population à ne pas voter seraient emprisonnés.

L'avertissement formulé par Carrillo a été interprété comme une menace non voilée s'adressant aux dirigeants syndicaux qui, lancent des appels pour que les élections soient boycottées.

LA CONTRE-INSURRECTION EST UNE ACTIVITE PRIORITAIRE

Le 12 octobre, le Chef de l'Etat-Major de l'Armée et le Sous-Chef d'Etat, le Général Rodolfo Lobos Zamora, après avoir reconnu l'intensification des actions insurrectionnelles dans le pays, annonçait que l'armée réaliserait, le 3 novembre prochain, c'est-à-dire le jour des élections, d'importantes mobilisations.

Pour sa part, le Général Mejía Victores, Chef de l'Etat, faisait état, le 13 octobre, que les élections ne donneraient pas lieu à une trêve dans la lutte contre-insurrectionnelle.

LE REGIME STIGMATISE L'ONU

Lors de son arrivée dans la ville de Guatemala, le 9 octobre, après un voyage à New York, le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade Díaz Durán, a stigmatisé l'Organisation des Nations Unies -ONU- qu'il a qualifiée "d'inefficace".

Andrade, en tant que représentant du régime militaire guatémaltèque, a participé à la quarantième Assemblée des Nations Unies, tenue récemment.

ECONOMIE

FERMETURE DE FRONTIERES COMMERCIALES EN AMERIQUE CENTRALE

Le 10 octobre, la Chambre de l'Industrie du Guatemala faisait savoir que le Honduras, le Salvador et le Costa Rica avaient fermé leurs frontières aux produits provenant du Guatemala. Cette attitude, selon cet organe, constitue une violation des accords qui régissent les Traités commerciaux régionaux et entraîne de graves conséquences pour les entreprises industrielles et commerciales guatémaltèques.

Selon cette entité du secteur des entreprises, les pays sus-mentionnés ont pris cette décision de fermeture des frontières à la suite des problèmes de change qui ont vu le jour peu de temps après la dépréciation du Quetzal (monnaie nationale guatémaltèque).

INSURRECTION

MISE EN PIECES D'UN DETACHEMENT MILITAIRE

Le 12 octobre, des forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- détruisaient un centre d'opérations de l'armée et s'attaquaient à un détachement militaire, à l'ouest du pays. Ces informations sont issues d'un rapport insurrectionnel rendu public le 15 octobre.

Selon ce rapport, les insurgés ont détruit le centre des opérations militaires situé dans la propriété El Perú, dans la municipalité de El Tumbador, département de San

Marcos et, ensuite, ils se sont attaqués, fusils, lance-grenades et mortier à l'appui, à une compagnie d'effectifs gouvernementaux retranchés dans la plantation voisine, celle de El Perrol.

Au cours de cette action, que le rapport qualifie de "accablante"; les rebelles ont pu constater qu'ils avaient occasionné 15 pertes à l'armée. Pour leur part, les Autorités locales évaluent à quelques 225 000 dollars les dommages subis par la destruction des installations.

OCCUPATION D'UN CENTRE TOURISTIQUE

D'après un rapport insurrectionnel, publié le 10 octobre, des unités des Forces Armées Rebelles -FAR- ont occupé, le 2 octobre, le Parc National Tikal, un des principaux centres archéologiques et touristiques du Guatemala, situé dans le département de El Petén.

Les Far signalent qu'au cours des opérations, ses effectifs se sont rendus maîtres d'armement et d'une radio servant aux communications militaires. Ils ont également organisé des réunions politiques avec des touristes, des habitants et des voyageurs.

Le même jour, les rebelles occupaient la propriété Brenda et un tronçon routier, situé entre les bourgades de Sacpuj et de San Benito, dans le même département.

OCCUPATION DE PROPRIETES ET DE ROUTES

Le 9 octobre, un rapport rebelle signalait que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- avaient occupé deux tronçons routiers et quatre plantations de café dans les départements de San Marcos et de Sololà, où elles ont organisé des réunions politiques avec les habitants.

La même information signale que les insurgés ont occupé, entre le 20 et 21 septembre, les propriétés Los Hojarales, La Soledad et El Escobillo, à San Marcos et Pompojila située, elle, à Sololà. Les occupations de tronçons routiers datent elles du 4 octobre, et se situent entre les bourgades de Cocalas -Godínez et Tumbador- Pajapita.

ATTAQUE PORTEE CONTRE UNE GARNISON MILITAIRE

Un communiqué insurrectionnel, rendu public le 14 octobre, relate que des forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- ont attaqué, le 5 octobre, le détachement militaire de la bourgade de Juil, située dans la municipalité Chajul, dans le département occidental de El Quiché, où elles ont occasionné 6 morts parmi les effectifs gouvernementaux et un nombre indéterminé de blessés.

En outre, l'EGP souligne qu'au cours du mois de septembre, elle a provoqué 60 pertes au sein des troupes officielles lors d'attaques et d'embuscades. Au cours des dites actions, elle s'est emparé de 6 fusils israéliens Galil et d'autres équipements militaires.

SITUATION SOCIALE

PAYS EN TETE DE LISTE EN MATIERE D'ANALPHABETISME

Le 13 octobre, une étude de l'Agence allemande de presse DPA fait mention du fait que le Guatemala compte le taux le plus élevé d'analphabètes recensés en Amérique Latine.

L'agence de presse indique qu'officiellement le taux d'analphabétisme dans le pays s'élève à 56,6 % et qu'il touche 3.8 millions de personnes sur une population de 7.5 millions d'habitants. Cependant, signale la DPA, d'autres informations non gouvernementales estiment que le taux d'analphabètes est plus important et que le secteur le plus concerné est celui des femmes, plus particulièrement les indigènes.

L'AUGMENTATION SALARIALE N'EST PAS RENDUE EFFECTIVE

Le 10 octobre, le Secrétaire Général du Syndicat des Travailleurs Municipaux, Edgar Flores, dénonçait le fait que le gouvernement n'avait pas respecté le paiement de l'augmentation salariale de 12.50 dollars, selon la promesse formulée à la mi-septembre.

Le dirigeant ouvrier a souligné que les travailleurs municipaux n'ont pas reçu le bonus promis et a exigé que le ministère des Finances s'explique.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENT D'UN PROFESSEUR

Le 12 octobre, cinq hommes armés faisaient irruption dans le domicile du professeur José Francisco González Moya, dans la capitale.

D'après les dénonciations, González Moya a été gravement blessé, d'une balle en pleine poitrine, en présence de sa famille. Ultérieurement les inconnus l'ont embarqué à bord d'un véhicule semblable à ceux qu'utilisent les forces de sécurité.

ENLEVEMENT DE QUATRE SYNDICALISTES

Le 9 octobre, le Syndicat des Boulangers déclarait que quatre dirigeants syndicaux avaient été enlevés par des effectifs de la Police Militaire Volante, dans le département de Escuintla, au sud de la capitale.

Selon la dénonciation, les ouvriers ont été enlevés en guise de réponse aux exigences en matière d'augmentations salariales des travailleurs de l'industrie du pain.

INTIMIDATIONS ENVERS DES PROFESSEURS

Le 11 octobre, les professeurs Zulma Eugenia Rendón de Pineda et Odette Martínez de Acajabón, ont été attaqués par des hommes armés, au centre de la bourgade Agua Caliente, à Santa Lucia Milpas Altas, dans le département central de Sacatepequez.

Les agresseurs ont blessé, grièvement, les victimes en utilisant des armes blanches. Les dites victimes ont dû être hospitalisées.

L'attentat a été qualifié par les dirigeants du corps enseignant comme une tentative d'intimidation destinée à freiner les revendications salariales des enseignants. Ces derniers avaient décidé la veille de poursuivre la grève générale.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX